



UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER
CASE POSTALE 330
1218 LE GRAND-SACONNEX / GENEVE (SUISSE)

TÉLÉPHONE (41.22) 919 41 50 - TÉLÉCOPIE (41.22) 919 41 60 - E-MAIL postbox@mail.ipu.org
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : INTERPARLEMENT GENEVE

Discours de la Présidente du Conseil de l'UIP, Mme Najma Heptulla, au Sommet mondial sur le développement durable *Johannesburg, 30 août 2002*

En 1972 déjà, au premier Sommet tenu à Stockholm, puis à nouveau en 1982 à Nairobi et en 1992 au Sommet de la Terre, tenu à Rio de Janeiro, la sonnette d'alarme a retenti : les ressources de la planète ne sont pas illimitées et nous devons adopter des modes de vie qui soient durables.

Durant ces 30 années, nous avons appris que la pollution tue les hommes, les animaux et les plantes, que la pauvreté, dans toute son horreur, engendre toujours plus de pollution et de déchets, qu'une consommation effrénée et des modes de production dispendieux font payer un lourd tribut à la société dans son ensemble ainsi qu'à l'environnement et que l'environnement, dont dépend notre existence même, est gravement menacé.

Mais nous avons appris aussi que la solution à tous ces problèmes est à notre portée. Les avancées rapides de la technologie peuvent nous aider à maintenir la croissance économique tout en préservant l'environnement. Ce que l'on appelle aujourd'hui la "science économique verte" nous enseigne les différentes manières novatrices dont les coûts pour l'environnement peuvent être pris en compte dans la production et la consommation. Il est beaucoup moins onéreux d'empêcher de nouvelles dégradations de l'environnement et du tissu social que d'agir après coup pour y remédier.

Malgré cette prise de conscience, nous avons en grande partie échoué. L'inaction et l'échec qui se profilent dans ce Sommet en disent long. La question qui se pose est donc de savoir pourquoi nous avons échoué et quelles garanties nous avons que cet échec ne va pas se perpétuer ?

En ma qualité de responsable politique, je sais que l'une des données critiques de l'équation, voire la principale, est notre aptitude à écouter nos concitoyens et à donner corps à leurs aspirations. Aujourd'hui, il y a indubitablement un déficit démocratique dans la prise de décision au plan tant national qu'international.

Trop nombreux sont les gouvernements et les organisations qui prennent des décisions sur la base d'intérêts étriqués. Le plus souvent, ils ne représentent pas authentiquement la volonté du peuple et n'ont pas pour ambition de servir le bien commun. Trop souvent, les décideurs n'écoutent pas le peuple, en particulier les pauvres, poursuivent des objectifs égoïstes et, dans le pire des cas, sont totalement corrompus.

Mais il y a pis encore. L'évolution libérale des années 80 et 90, qui a érigé le marché en panacée, a considérablement amoindri le rôle des gouvernements. Les processus

économiques, toujours plus complexes, sont de plus en plus difficiles à maîtriser et même les dirigeants les mieux intentionnés ont des difficultés à imposer les décisions qu'exigerait pourtant la mise en oeuvre d'un développement durable.

La démocratie, toutefois, ne peut pas être indéfiniment muselée. Partout dans le monde, les peuples font de plus en plus entendre leur voix. Ils exigent d'être représentés. Ils réclament la transparence et l'équité. Et ils attendent des gouvernements qu'ils maîtrisent la conduite des affaires publiques et les aident à résoudre certains de leurs problèmes.

Or, il n'y aura développement durable en bien des lieux de notre planète que si l'on s'attaque de front l'épidémie du SIDA. Les personnes contaminées par le VIH/SIDA doivent pouvoir disposer de médicaments à des prix abordables. Et seuls les Etats peuvent s'en porter garants. Le développement durable n'a aucune chance d'être instauré si des millions de personnes continuent à vivre dans le dénuement le plus total. Enrayer le fléau de la pauvreté suppose l'intervention de la puissance publique.

Ce sont là des vérités fondamentales que nous, parlementaires, élus par le peuple pour le représenter, n'ignorons pas. Depuis Rio, nous travaillons au sein de notre organisation mondiale, l'Union interparlementaire, sur le développement durable. Au niveau national, nous nous employons à renforcer les moyens dont sont dotés les parlements pour traiter ces dossiers parfois très complexes.

Au niveau international, nous aspirons à apporter une dimension parlementaire aux organisations intergouvernementales compétentes en matière de développement durable. Aussi renforçons-nous notre coopération avec l'ONU et ses différents organismes et programmes, ainsi qu'avec l'Organisation mondiale du commerce et les institutions de Bretton Woods. Notre objectif est triple : faire entendre la voix des peuples dans les forums de négociation intergouvernementaux, informer les parlementaires des enjeux afin qu'ils puissent mieux s'acquitter de leurs responsabilités parlementaires chez eux, et contrôler les processus internationaux au nom des peuples.

Donner une dimension parlementaire aux organisations intergouvernementales afin de les rendre plus démocratiques n'est pas une mince affaire. Cela exigera beaucoup de travail et de la persévérance mais nous ne doutons pas que cela soit possible et nécessaire. Nous sommes renforcés dans cette conviction par la Déclaration du Millénaire qui consacre la nécessité pour les Nations Unies de travailler plus étroitement avec les parlements nationaux à travers l'Union interparlementaire.

L'un des éléments importants de notre stratégie consiste à faire venir des parlementaires aux Sommets organisés par les Nations Unies, comme celui qui nous amène ici à Johannesburg. Au moment même où je m'adresse à vous, quelque 300 parlementaires du monde entier travaillent à la mise au point d'une déclaration axée sur leur rôle dans la mise en oeuvre des conclusions du Sommet.

Cette déclaration deviendra pour nous un cadre de référence important et nous souhaitons qu'elle le soit aussi pour les Nations Unies. Avec ce texte, nous nous engagerons à travailler encore plus étroitement avec les Nations Unies et les organisations internationales compétentes au service d'un monde plus équitable et plus démocratique et d'un développement qui soit durable. Cette déclaration sera rendue publique un peu plus tard dans la journée et je vous invite tous à en prendre connaissance en tant qu'importante contribution des parlements à ce Sommet et au prolongement qui lui sera donné.